



Le Maire de Bazouges la Pérouse

PM2024/05

- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
- VU** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée.

**Considérant** la demande du service Orange (Central France Télécom) pour effectuer des travaux de maintenance au niveau pylône Orange

**Considérant** que pour satisfaire cette demande le stationnement doit être interdit

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> – Le stationnement à la Vallée sur la parcelle cadastrée Section F 1095 au droit du Pylone Orange Central France Télécom sera interdit le Jeudi 08 Février 2024 de 8 h à 17 heures

Article 2 – Les services municipaux sont chargés de l'installation de la signalétique nécessaire selon les horaires mentionnés à l'article 1.

Article 3 – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur

Article 4 – Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Bazouges la Pérouse

Article 5 – Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 – Le Maire de Bazouges la Pérouse, le Chef de Brigade de Gendarmerie de Maen Roch seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

BAZOUGES LA Pérouse, le 06 Février 2024

Le Maire

Pascal HERVÉ

